

**PRÉFET  
DU CALVADOS**Liberté  
Égalité  
Fraternité**PROCES-VERBAL  
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA  
SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE  
PANIQUE DANS LES ERP ET LES IGH**

ETABLISSEMENT : **CASINO BARRIERE**  
**ERP N° E 488 00073 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **M. SIGLER**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **51 PLACE ALFRED THOMAS**

ACTIVITE(S) : **JEUX / RESTAURATION**

TYPE(S) : **P / N**

CATEGORIE : **2<sup>ème</sup>**

Le 22 juin 2023, la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 13 juin 2023.

En conclusion,

☒ La sous-commission émet un avis :

**SOUS-COMMISSION  
DEPARTEMENTALE  
ERP IGH  
AVIS FAVORABLE**

à la poursuite de l'exploitation

☐ La sous-commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :  
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président,  
**Julien COEURET**

Document annexe comportant... feuillets  
et extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile





**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Mis en ligne le 29/06/2023 à 10h39

**REÇU EN PREFECTURE**

**le 28/06/2023**

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-2023 0627-ARR2023\_403

**Service départemental d'incendie  
et de secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu  
☐ Constat de carence  
de la sous-commission départementale  
pour la sécurité contre les risques d'incendie  
et de panique dans les ERP et les IGH

ETABLISSEMENT : **CASINO BARRIERE  
ERP N° E 488 00073 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **M. SIGLER**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **51 PLACE ALFRED THOMAS**

ACTIVITE(S) : **JEUX / RESTAURATION**

TYPE(S) : **P / N**

CATEGORIE : **2<sup>ème</sup>**

Le 22 juin 2023, la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 13 juin 2023.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



REÇU EN PREFECTURE

le 28/06/2023

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-2023 0627-ARR2023\_403



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : LB/PB/2023 – VP130623 – Casino Barrière - Ouistreham  
Affaire suivie par : Lieutenant Laurent BOIVIN  
Tél prévention : 02.31.43.40.80

### DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.

Casino Barrière – 51 place Alfred THOMAS à Ouistreham – ERP N° E 488 00073 000

Réf : Visite périodique conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.  
PV de visite de la commission en date du 01/09/2020.

Le 13 juin 2023, le groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Étaient présents :

M. MAUGER :	Conseiller Municipal de la ville de Ouistreham.
LT BOIVIN :	Préventionniste au S.D.I.S.
M. COTTEBRUNE :	Casino Maintenance.
M. SIGLER :	Directeur Général.
M. THALHMOUI :	Responsable Sécurité.
M. GZANCULAK :	BAT Ouistreham.

REÇU EN PREFECTURE

le 28/06/2023

Application agréée E-legalite.com

**DESCRIPTION**

Entendu, le chef d'établissement – commandant le descripteur et l'effectif suivant :

Le présent rapport a pour objet la visite périodique.

L'établissement n'a pas subi de modification depuis l'avis favorable émis lors de la dernière visite, procès-verbal du 01/09/2020, hormis la transformation de la discothèque en salle d'arcade.

L'établissement implanté en zone urbaine, est accessible à partir de la rue Alfred Thomas, sur plusieurs façades.

La défense extérieure contre l'incendie est adossée à un poteau situé à proximité à moins de 100 m.

La distribution intérieure traditionnelle établie sur un rez-de-chaussée, bas et haut, et une mezzanine, permet d'obtenir, sur une surface d'exploitation de 1128,24 m<sup>2</sup> :

Au rez-de-chaussée bas

- une salle de jeu « arcade » de 265,80 m<sup>2</sup>,
- un bar de 18,14 m<sup>2</sup>,
- des bureaux et ateliers d'exploitation du site.

Au rez-de-chaussée haut

- une salle jeux de table de 89,30 m<sup>2</sup>,
- une salle machine à sous de 312,10 m<sup>2</sup> complétée par :
  - espace VIP 10,80 m<sup>2</sup>
  - le sas terrasse de 6,60 m<sup>2</sup>
  - a terrasse de 33,50 m<sup>2</sup>
  - la zone bar de 10,30 m<sup>2</sup>
- un restaurant « café Barrière » (ex LE DORIS) de 64,60 m<sup>2</sup>,
- un restaurant LA CROISIERE de 182,7 m<sup>2</sup>, avec zone bar de 17,30 m<sup>2</sup> et piste de danse de 87,10 m<sup>2</sup>.

Etage partiel

- bureaux, locaux sociaux et techniques.

L'évacuation est réalisable par

- une salle de jeu « arcade » au rez-de-chaussée bas : 3 sorties totalisant 9 UP pour un effectif de 392 personnes.
- Le casino au rez-de-chaussée haut : 5 sorties totalisant 14 UP pour un effectif de 1103 personnes.

Présence d'un SSI B avec :

- fonction évacuation (temporisation 5 min, arrêt sonorisation, remise en lumière, déverrouillage IS, restaurant sonorisation non asservie)
- fonction désenfumage (mécanique dans discothèque, restaurant, salle jeux)

Une salle de jeu « arcade »**PARTICULARITES**

Présence de 2 agents SSIAP et d'un électricien pendant la présence du public.

Ce groupement d'exploitations est placé sous une direction unique, M. Christian SIGLER.

La discothèque n'est plus exploitée, le groupe de visite accepte la configuration de la salle en rez-de-jardin, aménagée en salle de jeux « arcade », en effet l'exploitant a remis un RVRAT permettant d'attester de la conformité des installations électriques, les autres changements (suppression de mobilier, installations scéniques...) sont favorable en terme de sécurité incendie.

REÇU EN PREFECTURE

le 28/06/2023

I) **EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS**

- 22\_AV-014-211404884-20230627-ARR2023\_403
- ✓ Vu le rapport de vérification initiale des installations électriques de l'organisme agréé APAVE, signé de M. Mickaël LEGRIX et daté du 14/03/2023, sans observation.
  - ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications		Date	Organisme
CHAUFFAGE (2 chaudières gaz de 345kW chacune)		07/06/2023 07/06/2023 02/06/2023	CTA maintenance SAPIAN DALKIA / Maintenance ramonage APAVE
GAZ		02/06/2023	APAVE (ensemble de l'installation gaz) APAVE (étanchéité)
INSTALLATION CLIMATISATION			CTA réversible
ELECTRIQUES ECLAIRAGE DE SECURITE		08/06/2023 08/06/2023	APAVE (ERP) sans observations APAVE (Cdt) : Maintenance : technicien du site
ASCENSEUR		17/01/2020 17/04/2023	Quinquennale APAVE annuelle APAVE Maintenance OTIS
GRANDES CUISINES	Appareils de cuisson	05/2023 02/06/2023	CF Cuisine APAVE (gaz)
	hottes	07/06/2023	SAPIAN
SSI / ALARME		08/06/2023	Triennale APAVE, observation sur DF
		11/10/2022	Maintenance AVISS
DESENFUMAGE			Non renseigné, triennale non fournie
PORTE COUPE FEU			Maintenance : technicien du site
PORTES AUTOMATIQUES		07/06/2023 17/04/2023	Maintenance RECORD APAVE
EXTINCTEURS		16/12/2022	DESAUTEL
GROUPE ELECTROGENE		08/02/2023	KOHLER
EXERCICE D'EVACUATION		22/03/2023	Exercices semestriel dont exercices communs avec SP Ouistreham
INSTRUCTION DU PERSONNEL			Plan de formation, SSIAP SST.
DAE			Installée

II) **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

- 1) Réaliser une étude pour déterminer les débits et pression du désenfumage mécanique (R. 143-48).
- 2) Faire une vérification triennale de désenfumage mécanique par un organisme agréé (MS 73).

**Prescriptions permanentes**

- a) Assurer à l'ensemble des personnels de chaque entité, une formation ou des actions de formation leur permettant de connaître
- la conduite à tenir en cas d'incendie
  - la manipulation des moyens de secours,
  - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
  - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
  - l'accueil des engins de secours
  - le positionnement des points de rassemblement sur le site.

Cette mesure doit être impérativement notifiée au registre de sécurité.



REÇU EN PREFECTURE

le 28/06/2023

- b) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE 13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980. Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35-CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).
- f) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

### III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m<sup>3</sup>**, utilisable en 2 heures (60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m<sup>3</sup>/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : [deci@sdis14.fr](mailto:deci@sdis14.fr)

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados

Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - 14000 CAEN.

### IV) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;

REÇU EN PREFECTURE

le 28/06/2023

- des moyens d'extinction fixes et d'alarme;
- des canalisations et conduits dangereux (dont la mise en œuvre pour les intervenants ne peut être supprimée par la mise en œuvre des organes de coupures précités, câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...);
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art MS 47) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-3 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du CCH. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

\*\*\*\*\*